

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Étranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif	60 fr.
		35 fr.
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50 Par porteur ou par la poste. Togo, France et Colonies : 1. fr. 75 Étranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
 Minimum 10 fr.
 La page 200 fr.
 Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

MESSAGE RADIODIFFUSÉ

*adressé par Monsieur le Maréchal PÉTAIN
 Chef de l'État Français, aux populations
 de la France d'Outre-Mer et entendu
 à Lomé le 10 Septembre 1940.*

« Français, pour la première fois depuis l'armistice, la voix de la France est entendue par son Empire. J'ai voulu que le premier message adressé aux populations coloniales d'outre-mer, aux gouverneurs, aux colons, sujets ou protégés français fût le message du Chef de l'État. Ce message est un message de véritable confiance. De nombreux territoires sont occupés. La France s'apprête à connaître des heures pénibles. Elle doit faire face aux tâches les plus rudes, mais son unité, forgée par mille ans d'efforts et de sacrifices, reste intacte. Elle ne peut être mise en cause. Aucune tentative ne saurait prévaloir contre elle. Le premier devoir est aujourd'hui d'obéir. Le second est d'aider le Gouvernement dans sa tâche sans arrière pensée et sans réticence. A la voix de la Patrie, l'Empire Colonial, beau fleuron de la couronne française, saura répondre présent ».

MESSAGE

**de Monsieur l'Amiral PLATON,
 Secrétaire d'Etat aux colonies.**

Les Notables et Chefs togolais ont demandé le 8 Septembre 1940 au Commissaire de la République de transmettre à Monsieur l'Amiral PLATON, Secrétaire d'Etat aux colonies, l'adresse suivante :

« Au moment où vous recevez du Maréchal PÉTAIN la haute et lourde mission d'assurer la direction de l'Empire Français, les Chefs et Notables du Togo, qui conservent avec émotion et gratitude le souvenir de l'entretien qu'ils eurent l'honneur d'avoir avec vous à Lomé le 19 Juillet dernier, vous expriment, au nom des populations togolaises, l'hommage de leur confiance réfléchie et totale en la personne du glorieux marin français de Dunkerque et leurs sentiments de respectueux dévouement ».

En transmettant cette adresse le Chef du Territoire ajoutait :

« A l'hommage des populations togolaises le Chef du Territoire joint l'expression de ses déférentes félicitations à l'Amiral PLATON, Ministre des colonies. Il l'assure à nouveau du loyalisme sans réserve du Togo, qui, aux heures cruelles que connaît la Mère-Patrie, tient à témoigner, par son attitude confiante et digne, la reconnaissance des bienfaits qu'il a reçus depuis vingt ans de la Puissance Mandataire — MONTAGNÉ ».

*

* *

*L'Amiral PLATON a répondu le 10 Septembre
 par le message suivant :*

« Gouverneur MONTAGNÉ, Commissaire de la République — Vous prie transmettre tous Chefs et Notables togolais remerciements que je leur adresse pour message loyalisme que m'avez télégraphié leur nom. Certitude ainsi apportée que Territoire Togo demeure dans attitude confiante et digne est à mes yeux d'un grand prix. Je tiens personnellement à vous dire qu'elle est la juste reconnaissance de vos qualités de tuteur et de chef — PLATON ».

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

constitué le 6 Septembre 1940 sous la
présidence de Monsieur le Maréchal PÉTAÏN,
Chef de l'Etat Français.

M.M. LAVAL : *vice-président du conseil.*

ALIBERT : *garde des sceaux, ministre, secrétaire d'Etat à la justice.*

BAUDOUIN : *ministre, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

BOUTHILLIER : *ministre, secrétaire d'Etat aux finances.*

BELIN : *ministre, secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail.*

CAZIOT : *ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement.*

PEYROUTON : *ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur.*

le Général HUNTZIGER : *ministre, secrétaire d'Etat à la guerre et à la défense nationale.*

l'Amiral DARLAN : *ministre, secrétaire d'Etat à la marine.*

le Général BERGERET : *secrétaire d'Etat à l'aviation.*

le Contre-Amiral PLATON : *secrétaire d'Etat aux colonies.*

RIPPET : *secrétaire d'Etat à l'instruction publique et à la jeunesse.*

BERTHELOT : *secrétaire d'Etat aux communications.*

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****1940**

- 13 août — Loi relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général ». (Arrêté de promulgation n° 396 du 2 septembre 1940) 433
- 20 août — Loi autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consenties par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole. (Arrêté de promulgation n° 397 du 2 septembre 1940) 433
- 19 août — Suivis de l'arrêté n° 398 du 2 septembre 1940 soumettant à la procédure d'urgence la publication des arrêtés nos 396 et 397 précités. 434
- 19 août — Décret constatant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et « Le Grand Orient de France » et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies,

les pays de protectorat et les territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 402 du 7 septembre 1940, suivi de l'arrêté n° 403 de la même date soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté n° 402 précité) 435

ACTES DU POUVOIR LOCAL**1940**

- 31 mai — N° 282 bis — Arrêté portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget local — exercice 1939. 435
- 8 août — N° 1575 S. J. — Arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique Française portant désignation des établissements pénitentiaires dans l'enceinte desquels seront faites les exécutions capitales ordonnées par les juridictions françaises et les juridictions indigènes. 438
- 23 août — N° 384 bis — Arrêté portant annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1939, restés sans emploi au 31 mai 1940. 438
- 23 août — N° 385 bis — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local, exercice 1939. 438
- 29 août — N° 462 — Décision fixant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt pour l'année 1940. 439
- 31 août — N° 389 — Arrêté fixant pour l'année 1940 les taux de cession de main-d'œuvre pénale. 439
- 31 août — N° 393 — Arrêté portant suspension de l'application de certaines dispositions de l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics. 439
- 31 août — N° 394 — Arrêté prévoyant la constitution de réserves de produits vivriers. 439
- 31 août — N° 395 — Arrêté désignant les sociétés indigènes de prévoyance où la constitution de réserves de produits vivriers est rendue obligatoire en 1940. 440
- 4 septembre — N° 399 — Arrêté relatif à l'échange des communications téléphoniques dans le Territoire. 440
- 9 septembre — N° 406 — Arrêté constituant le comité des prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo. 440
- 9 septembre — N° 500 — Décision modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité. 441
- 10 septembre — N° 505 — Décision autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du Territoire. 441
- 11 septembre — N° 407 — Arrêté déterminant les conditions d'affectation et de mutation du personnel mis à la disposition de certains chefs de service du Territoire. 441
- 13 septembre — N° 511 — Décision portant modification à la décision n° 5 en date du 6 janvier 1940 fixant la solde de certains chefs indigènes de la subdivision de Mango. 442

13 septembre — No 512 — Décision étendant à certains cantons des subdivisions de Sokodé et Bassari (cercle du nord) les dispositions de l'arrêté no 171 du 6 mai 1936 sur l'organisation du commandement indigène au Togo.	442
13 septembre — No 513 — Décision fixant la solde de certains chefs indigènes des subdivisions de Sokodé et Bassari (cercle du nord).	442
Nominations, mutations, etc. concernant le personnel.	442
Divers	443

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Nécrologie	446
Domaines	447
Bulletin météorologique	449

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ravitaillement général

ARRÊTE No 396 promulguant au Togo la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940;

Vu la loi du 13 août 1940;

Vu le radiotélégramme no 204 en date du 1^{er} septembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à ouvrir dans les écritures du trésor un compte spécial intitulé « Avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général ».

ART. 2. — Ce compte sera débité du montant des avances à consentir sans intérêts aux groupements nationaux d'importation et de répartition ou à leurs adhérents pour leur permettre de régler les sommes dues par eux à l'occasion des achats de marchandises

coloniales effectués sous le contrôle du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies ou du ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pour le cas où les marchandises embarquées avant le premier juillet 1940 ne parviendront pas en France.

ART. 3. — Le compte spécial sera crédité :

1^o — du montant des remboursements effectués par les groupements nationaux d'importation et de répartition ou leurs adhérents de toutes sommes récupérées par eux concernant les marchandises sur lesquelles une avance leur a été consentie notamment le recouvrement des indemnités d'assurance qu'ils auront la charge de poursuivre;

2^o — du montant des récupérations obtenues à la diligence du ravitaillement général. A cet effet le ravitaillement général subroge dans tous leurs droits aux titulaires d'avances sur marchandises et toutes sommes se rattachant aux opérations dont elles ont fait l'objet.

ART. 4. — Le compte spécial sera clos six mois après la date de la signature du traité de paix. La perte sera, s'il y a lieu, supportée par la métropole et les colonies intéressées dans les proportions qui seront déterminées par le décret prononçant la clôture du compte.

ART. 5. — Le ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement est ordonnateur principal des dépenses imputées au compte spécial prévu par l'article premier. Celles-ci sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires concernant le contrôle des dépenses engagées. Toutes opérations de recouvrement et de paiement au titre du dit compte spécial sont effectuées par les comptables du trésor public.

ART. 6. — Les demandes d'avances devront sous peine de forclusion être présentées et justifiées au ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement dans un délai de deux mois à compter de la date de promulgation du présent décret. Elles seront examinées et jugées sans appel par un comité comprenant un représentant du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 7. — Un arrêté interministériel déterminera les modalités d'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 août 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Pierre CIZOT.

Le ministre, secrétaire d'Etat aux colonies,

Henri LEMERY.

ARRÊTE No 397 promulguant au Togo la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940;

Vu la loi du 20 août 1940;

Vu le radiotélégramme n° 204 en date du 1^{er} septembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les colonies sont autorisées à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole dans les conditions stipulées aux articles suivants.

ART. 2. — Tout détenteur à la colonie de stock de produits destinés à être acquis par les ministres responsables de l'approvisionnement de la métropole ou par les groupements d'importation dépendant de ces ministres entreposés dans les ports et dans l'intérieur pourra, après déclaration de valeur préalable dûment contrôlée par l'administration, demander à la colonie intéressée d'accorder à la banque de son choix ou à son prêteur habituel le bénéfice de la garantie de la colonie lorsqu'il apportera la preuve que d'une part le prêt ne comporte pas les conditions ordinaires d'avances sur marchandises et que d'autre part il est motivé par la situation résultant du défaut de transports maritimes. Sa demande fera l'objet d'un examen de la part d'un comité local comprenant des représentants des organismes de production agréée ou rejetée par le gouverneur de la colonie et éventuellement par le chef de la fédération.

ART. 3. — Les cas de fausse déclaration ou de tromperie sur la qualité des marchandises stockées seront passibles d'une peine de un mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende qui sans pouvoir être inférieure à la valeur déclarée pourra en atteindre le double. Les cas de négligence dûment constatés de l'entretien du conditionnement seront passibles d'une amende pouvant atteindre le montant de la valeur de déclaration.

ART. 4. — La durée des garanties sera de trois mois renouvelables pendant un an, le taux officiel des avances de la banque de France augmenté au plus de 1%.

ART. 5. — Le pourcentage sur la valeur des produits des prêts à consentir sera fixé par arrêté du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies après consultation des ministres intéressés. Suivant la nature des produits ce pourcentage sera revisable à tout moment.

ART. 6. — Tout détenteur de produits stockés ayant fait l'objet de prêts garantis sera tenu pour disposer

de tout ou partie de ces produits d'obtenir au préalable une licence d'exportation délivrée par le gouverneur de la colonie.

ART. 7. — Ces conditions étant remplies la garantie de l'Etat pourra, sur proposition du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre, secrétaire d'Etat aux finances, être substituée à la garantie des colonies pour la part d'engagement à laquelle elles ne pourraient satisfaire.

ART. 8. — La liste des produits admis au bénéfice des présentes dispositions légales sera établie et tenue à jour par des arrêtés du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies et des ministres responsables de l'approvisionnement de la métropole.

ART. 9. — Des arrêtés du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies fixeront les conditions d'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 août 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le ministre, secrétaire d'Etat aux colonies,

HENRI LEMERY.

ARRETE N° 398 soumettant à la procédure d'urgence la publication des arrêtés nos 396 et 397 du 2 septembre 1940 promulguant au Togo 1° la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général » — 2° la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 396 du 2 septembre 1940 promulguant au Togo la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « Avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général »;

Vu l'arrêté n° 397 du 2 septembre 1940 promulguant au Togo la loi du 20 août 1940 autorisant les colonies à accorder leurs garanties aux prêts consentis par les banques sur les stocks de produits de leur cru normalement destinés aux exportations vers la métropole;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, les arrêtés sus-visés du 2 septembre 1940 seront immédiatement applicables par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 2 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Dissolution des Associations et Groupements.

ARRETE N° 402 promulguant au Togo le décret du 19 août 1940 constatant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et « Le Grand Orient de France » et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940;

Vu la loi du 13 août 1940 portant dissolution de plein droit des associations et groupements secrets, promulguée au Togo le 23 août 1940;

Vu le décret du 19 août 1940;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 49 en date du 6 septembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 août 1940 constatant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et « Le Grand Orient de France » et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes et notamment les articles 2 et 3 de la dite loi;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité des associations dites « La Grande Loge de France », 8 rue de Puteaux Paris et « Le Grand Orient de France », 16 rue Cadet Paris et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat.

ART. 2. — Il sera procédé à la dévolution des biens mobiliers et immobiliers des associations et groupements visés à l'article 1er dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 13 août 1940 susvisée.

ART. 3. — Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur et le garde des sceaux, ministre, secrétaire d'Etat à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 19 août 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Adrien MARQUET.

Le garde des sceaux, ministre,
secrétaire d'Etat à la justice,

Raphaël ALIBERT.

ARRETE N° 403 soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté n° 402 du 7 septembre 1940 promulguant au Togo le décret du 19 août 1940 constatant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et « Le Grand Orient de France » et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 402 du 7 septembre 1940 promulguant au Togo le décret du 19 août 1940 constatant la nullité des associations dites « La Grande Loge de France » et « Le Grand Orient de France » et tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté susvisé du 7 septembre 1940 sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Virement de crédits**

ARRETE N° 282 bis portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget local, exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 203;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1939;

Sous réserve de ratification par le conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget local, exercice 1939, les virements ci-après :

CRÉDITS

Chapitre Premier
Dettes exigibles

ART. 1 ^{er} — Intérêts et amortissements	4.490,—	—
ART. 3 — Allocations temporaires	—	4.490,—
TOTAL du chapitre I	4.490,—	4.490,—

Chapitre II

Haut-Commissariat et Commissariat
de la République

ART. 1 ^{er} — Haut-Commissaire de la République	4.599,—	—
ART. 2 — Commissaire de la République	2.145,68	—
ART. 3 — Cabinet du Commissaire de la République	—	2.887,68
ART. 4 — Dépenses des exercices clos	—	3.857,—
TOTAL du chapitre II	6.744,68	6.744,68

Chapitre III

Haut-Commissariat et Commissariat
de la République

ART. 1 ^{er} — Haut-Commissariat de la République	5.714,60	—
ART. 2 — Commissariat de la République (Sec. gal.)	13.281,53	—
ART. 3 — Commissariat de la République (Sec. intér.)	—	26.806,82
ART. 4 — Mobilier	16.191,83	—
ART. 5 — Communications télégraphiques	—	9.011,—
ART. 6 — Dépenses des exercices clos	629,86	—
TOTAL du chapitre III	35.817,82	35.817,82

Chapitre IV

Service d'Administration Générale
(Personnel)

ART. 3 — Circonscriptions administratives	95.787,59	—
ART. 6 — Justice européenne	—	16.843,13
ART. 7 — Justice indigène	—	2.382,—
ART. 8 — Police administrative et judiciaire	—	73.433,26
ART. 13 — Dépenses des exercices clos	—	3.129,20
TOTAL du chapitre IV	95.787,59	95.787,59

Chapitre V

Service d'Administration Générale
(Matériel)

ART. 2 — Bureaux du gouvernement	—	16.400,25
ART. 3 — Circonscriptions administratives	—	25.920,25
ART. 4 — Justice européenne	—	12.442,15
ART. 6 — Police administrative et judiciaire	—	1.648,95
ART. 7 — Etablissements pénitentiaires	—	40.756,89
ART. 9 — Forces de police	120.198,20	—
ART. 11 — Défense passive du Territoire	—	23.029,71
TOTAL GÉNÉRAL du chapitre V	120.198,20	120.198,20

Chapitre VI

Services Financiers (Personnel)

ART. 1 ^{er} — Bureau du trésor	51.371,07	—
ART. 2 — Douanes	—	44.637,12
ART. 3 — Répression des fraudes	—	257,—
ART. 4 — Enregistrement et domaines	6.246,47	—
ART. 5 — Service topographique	33.273,39	—
ART. 6 — Dépenses des exercices clos	—	45.996,81
TOTAL GÉNÉRAL du chap. VI	90.890,93	90.890,93

Chapitre VII

Services Financiers (Matériel)

ART. 1 ^{er} — Achat de jetons et cartes d'impôts	10.461,70	—
ART. 8 — Dépenses des exercices clos	—	10.461,70
TOTAL du chap. VII	10.461,70	10.461,70

Chapitre VIII

Dépenses des Exploitations Industrielles
(Personnel)

ART. 1 ^{er} — P. T. T.	—	494,80
ART. 2 — T. S. F.	—	7.998,92
ART. 3 — Travaux publics	53.373,93	—
ART. 4 — Ateliers et transports autos	—	18.449,37
ART. 5 — Agriculture	—	54.386,46
ART. 6 — Service zootechnique	5.831,45	—
ART. 7 — Forêts	59.038,74	—
ART. 8 — Dépenses des exercices clos	—	36.914,57
TOTAL du Chap. VIII	118.244,12	118.244,12

	CRÉDITS	
	A RETRAN- CHER	A AJOUTER
Chapitre X		
Dépenses des Exploitations Industrielles (Matériel)		
ART. 1 ^{er} — P. T. T.	87.830,70	—
ART. 2 — T. S. F.	—	15.778,51
ART. 4 — Garage central . . .	—	122.781,04
ART. 5 — Agriculture	56.704,10	—
ART. 8 — Dépenses des exer- cices clos	—	5.975,25
TOTAL du Chap. X	144.534,80	144.534,80
Chapitre XI		
Travaux Publics		
ART. 1 ^{er} — Travaux d'entretien	217,—	—
ART. 5 — Dépenses des exer- cices clos	—	217,—
TOTAL du Chap. XI	217,—	217,—
Chapitre XII		
Services, d'Intérêt Social et Economique (Personnel)		
ART. 1 ^{er} — Services sanitaires et médicaux	6.613,88	—
ART. 2 — Hôpital de Lomé . .	35.889,49	—
ART. 3 — Assistance médicale indigène	—	83.124,81
ART. 4 — Hygiène publique . .	26.629,89	—
ART. 5 — Services sanitaires et maritimes	70,—	—
ART. 6 — Instruction pu- blique	—	8.614,49
ART. 7 — Education phy- sique et sports	4.016,—	—
ART. 8 — Enseignement libre .	12.913,—	—
ART. 9 — Documentation gé- nérale	304,—	—
ART. 10 — Enseignement tech- nique et profes- sionnel	—	4.572,—
ART. 11 — Assistance sociale .	40.158,26	—
ART. 12 — Service météorolo- gique	—	24.266,25
ART. 13 — Dépenses des exer- cices clos	—	6.016,97
TOTAL du Chap. XII	126.594,52	126.594,52
Chapitre XIII		
Services d'Intérêt Social et Economique (Matériel)		
ART. 2 — Pharmacie d'appro- visionnement et laboratoire de chi- mie	123.113,88	—
A reporter	123.113,88	—

	CRÉDITS	
	A RETRAN- CHER	A AJOUTER
Report		
123.113,88	—	—
ART. 3 — Hôpital de Lomé . .	—	13.297,71
ART. 5 — Assistance médicale indigène	—	75.752,71
ART. 9 — Education physique et sports	—	1.670,69
ART. 16 — Subvention à des œuvres d'intérêt social	—	6.431,45
ART. 17 — Dépenses des exer- cices clos	—	25.961,32
TOTAL du Chap. XIII	123.113,88	123.113,88
Chapitre XV		
Dépenses diverses (Matériel)		
ART. 1 ^{er} — Transports	35.513,97	—
ART. 2 — Frais de mission . .	—	869,74
ART. 3 — Frais généraux . . .	—	132.431,72
ART. 4 — Subventions	58.225,—	—
ART. 5 — Dotations	55.065,77	—
ART. 8 — Contributions . . .	—	16.079,47
ART. 9 — Dépenses des exer- cices clos	576,19	—
TOTAL du Chap. XV	149.380,93	149.380,93
Chapitre XVII		
Dépenses Imprévues		
ART. 1 ^{er} — Perte de fonds et de matériel	13.678,48	—
ART. 3 — Dépenses des exer- cices clos	—	13.678,48
TOTAL du Chap. XVII	13.678,48	13.678,48
Chapitre XXII		
Travaux extraordinaires		
ART. 1 ^{er} — Amélioration et ex- tension des ré- seaux des P.T.T.	139.461,75	—
ART. 2 — Travaux publics . .	—	553.339,12
ART. 4 — Développement de l'aéronautique	413.877,37	—
TOTAL du Chap. XXII	553.339,12	553.339,12

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Ratifié par le conseil d'administration dans sa séance du 23 août 1940).

Justice

ARRETE N° 1575 s. j. portant désignation des établissements pénitentiaires dans l'enceinte desquels seront faites les exécutions capitales ordonnées par les juridictions françaises et les juridictions indigènes.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 22 juillet 1939, supprimant la publicité des exécutions capitales dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, notamment les articles 2 et 6;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, les exécutions capitales ordonnées par les juridictions françaises et par les juridictions indigènes auront lieu dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire situé au siège de la cour d'assises ou du tribunal criminel qui aura prononcé la condamnation.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies, le Commissaire de la République au Togo et le chef du service judiciaire sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 8 août 1940.

P. BOISSON.

Annulation de crédits

ARRETE N° 384 bis portant annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1939, restés sans emploi au 31 mai 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment en son article 274;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget local, exercice 1939, les crédits suivants restés sans emploi :

CHAPITRE I	703.119,83
— II	1.368,67
— III	10,30
— IV	185.310,09
— V	73.263,83
— VI	4.759,65
— VII	70.132,28
— VIII	2.340,66
— IX	105.611,00
— X	64.902,35
— XI	1.626.647,91

à reporter . . . 2.837.466,57

report . . . 2.837.466,57

— XII	495,74
— XIII	453.519,98
— XIV	37.942,00
— XV	5.542,73
— XVI	11,00
— XVII	35.011,55
— XIX	274.060,15
— XX	323.758,27
— XXI	263.314,03
— XXII	17.481,63
— XXIII	977,00

Total général . . . 4.249.580,65

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Atakpamé, le 23 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Compte définitif du budget local

ARRETE N° 385 bis portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local, exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment en son article 315;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1939;

Vu le procès-verbal en date du 9 août 1940 de la commission désignée pour constater la concordance des chiffres du trésorier-payeur et du compte administratif, exercice 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local du Togo pour l'exercice 1939 est arrêté comme suit :

SECTION PREMIERE

Recouvrements effectués	50.717.581,52
Dépenses effectuées	43.995.950,28
excédent de recouvrements s. les dépenses	6.721.631,24

SECTION DEUXIEME

Recouvrements effectués	9.148.023,78
Dépenses effectuées	9.148.023,78

Soit au total :

Recouvrements effectués	59.865.605,30
Dépenses effectuées	53.143.974,06
présentant un excédent de	6.721.631,24

ART. 2. — Cet excédent de six millions sept cent vingt et un mille six cent trente et un francs vingt quatre centimes doit être versé à la caisse de réserve du territoire.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Atakpamé, le 23 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Remises d'impôt

DECISION N° 462 fixant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt pour l'année 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 frs.;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant réorganisation du commandement indigène;

Vu la décision n° 533 modifiant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt pour l'année 1938;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt ainsi que prévu par l'article 5 de l'arrêté du 13 janvier 1937 susvisé est fixé à 5% pour l'année 1940.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Sokodé, le 29 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Main-d'œuvre pénale

ARRETE N° 389 fixant pour l'année 1940 les taux de cession de main-d'œuvre pénale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo;

Vu l'arrêté n° 603 du 14 novembre 1937 réglementant à nouveau les cessions de main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit pour l'année 1940 les taux journaliers de cession de main-d'œuvre pénale :

CERCLE DE LOMÉ :

Subdivision de Lomé	6 frs
Subdivision de Tsévié	4,—

CERCLE D'ANÉCHO 5,—**CERCLE DU CENTRE :**

Subdivision d'Atakpamé	3 frs
Subdivision de Klouto	5,—

CERCLE DU NORD :

Subdivision de Sokodé	3 frs
Subdivision de Lama-Kara	2,50
Subdivision de Bassari	2,50
Subdivision de Mango	2,50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et créances publiques

ARRETE N° 393 portant suspension de l'application de certaines dispositions de l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 310 du 4 juin 1927 réglementant les conditions des paiements par chèques ou virements de banque;

Vu l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions;

Vu l'addendum en date du 28 janvier 1930 complétant l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 susvisé;

Vu le décret du 18 mai 1939 autorisant le règlement par virements de banque et par chèques des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics, notamment en son article premier;

Vu l'arrêté n° 330 en date du 18 juin 1939 promulguant dans le territoire du Togo le décret susvisé du 18 mai 1939;

Vu l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics;

Vu le radiotélégramme n° 178 en date du 20 août 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire et jusqu'à nouvel ordre il ne sera pas fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article premier (les dépenses supérieures à 3.000 francs en ce qui concerne les fournisseurs) de l'arrêté n° 331 du 18 juin 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Réserves de produits vivriers

ARRETE N° 394 prévoyant la constitution de réserves de produits vivriers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 juin 1939 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Après avis des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La constitution de réserves indigènes de produits vivriers pourra, chaque année, être rendue obligatoire par arrêté du Commissaire de la République, qui désignera les sociétés indigènes de prévoyance du Territoire, dans lesquelles ladite mesure devra être appliquée.

ART. 2. — A cet effet, dans chaque section des sociétés visées, tout cultivateur, chef de famille devra sitôt après la récolte, mettre et garder en réserve une quantité de vivres suffisante pour assurer sa subsistance et celle de toute la famille pour une période d'au moins quatre mois.

Toutefois, dans les sections où le chiffre de la population est peu élevé ou dont le degré d'évolution des adhérents ne permettra pas la constitution de réserves familiales, il pourra être substitué des magasins englobant toutes les réserves de vivres d'un même canton, village ou agglomération.

ART. 3. — Les réserves porteront suivant les régions sur : le maïs, l'igname, le manioc, le petit mil, le gros mil, le fonio.

ART. 4. — Les modalités particulières suivant lesquelles seront constituées les réserves vivrières collectives seront fixées par des décisions des conseils d'administration des sociétés de prévoyance qui seront soumises à l'approbation du Commissaire de la République. Ces décisions auront à préciser notamment :

1° — Les sections où cette mesure est applicable;

2° — L'indication des villages où il y aura lieu d'élever des magasins ainsi que leur mode de construction;

3° — La période de l'année où les cultivateurs seront autorisés à puiser dans les réserves;

4° — La nature des produits alimentaires devant entrer dans les réserves, et éventuellement le nombre de greniers distincts pour chaque catégorie de produits;

5° — Les quantités qui devront être emmagasinées par chaque chef de famille, le chiffre de 25 kilogrammes par indigène imposable pouvant servir de base.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 395 désignant les sociétés indigènes de prévoyance où la constitution de réserves de produits vivriers est rendue obligatoire en 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 394 du 31 août 1940 prévoyant la constitution de réserves indigènes de produits vivriers;

Après avis des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance intéressées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue obligatoire en 1940 pour les sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari et Mango, la constitution de réserves indigènes de produits vivriers conformément aux dispositions de l'arrêté n° 394 du 31 août 1940 sus-visé.

ART. 2. — Les modalités d'application de ladite mesure seront soumises à l'approbation préalable du Commissaire de la République.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

P. T. T.

ARRETE N° 399 relatif à l'échange des communications téléphoniques dans le Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La langue française est seule admise dans l'échange des communications téléphoniques sur tous les circuits du Territoire.

ART. 2. — Les communications intercoloniales ne pourront avoir lieu que pendant les heures ouvrables, de 7 heures à midi et de 14 heures à 17 heures.

ART. 3. — Le chef du service des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 4 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Crédit colonial

ARRETE N° 406 constituant le comité des prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 8 août 1935 portant création du crédit colonial;

Vu le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité des-prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo est composé comme suit :

Le Commissaire de la République	} <i>Président</i>
Le chef du bureau des finances,	
Le trésorier-payeur,	
Le directeur de la succursale à Lomé de la banque de l'Afrique occidentale,	
M. Eychenne, commerçant, représentant de la colonisation,	

Membres

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 500 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiées comme suit les limitations de vente mensuelle fixées à l'article 2 de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 :

Essence auto	60 tonnes
Pétrole	30 tonnes

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Enseignement

DECISION N° 505 autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des cours supérieurs de Lomé, d'Atakpamé et de Sokodé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques du Territoire, un stage de travaux pratiques. Les cours auront lieu l'après-midi, de 14 heures à 17 heures, la matinée étant réservée à l'enseignement général.

ART. 2. — La répartition des élèves dans les différents services sera faite après accord avec les services intéressés :

à Lomé, par l'inspecteur de l'enseignement,
à Atakpamé et à Sokodé, par le commandant du cercle, sur proposition du directeur de l'école régionale.

ART. 3. — A la fin du stage, le directeur du service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciations sur son assiduité, son caractère, ses aptitudes et son travail.

ART. 4. — Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Personnel indigène

ARRETE N° 407 déterminant les conditions d'affectation et de mutation du personnel mis à la disposition de certains chefs de service du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo et les actes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service de santé, le chef du service des travaux publics, le chef du service des douanes et le chef du service des P. T. T. sont habilités à prononcer les affectations et mutations des fonctionnaires des cadres locaux indigènes et des agents du personnel auxiliaire mis à leur disposition.

ART. 2. — Les chefs de service énumérés à l'article 1^{er} du présent arrêté rendent compte au Commissaire de la République (bureau des finances — section du personnel) des affectations ou mutations prononcées par l'envoi d'une ampliation de leurs décisions.

ART. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires aura son effet pour compter du 15 septembre 1940.

Lomé, le 11 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Commandement Indigène

DECISION N° 511 portant modification à la décision n° 5 en date du 6 janvier 1940 fixant la solde de certains chefs indigènes de la subdivision de Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu la décision n° 4 du 6 janvier 1940, rendant applicables dans la subdivision de Mango les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936 susvisé;

Vu la décision n° 5 du 6 janvier 1940 fixant la solde de certains chefs indigènes de la subdivision de Mango;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de la décision n° 5 en date du 6 janvier 1940, fixant la solde de certains chefs indigènes de la subdivision de Mango, est modifié comme suit :

« Il est alloué pour compter du 1^{er} janvier 1941, aux chefs de canton ci-après indiqués, les soldes annuelles suivantes, payables, à terme échu, par trimestre ou semestre, au choix des intéressés ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 512 étendant à certains cantons des subdivisions de Sokodé et Bassari (cercle du nord) les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 sur l'organisation du commandement indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo, notamment en son article 21;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo sont rendues applicables dans les cantons ci-après désignés du cercle du nord :

1° — Parataou, Tchamba et Djabatauré (y compris les villages d'émigration cabraise et losso) de la subdivision de Sokodé;

2° — Bassari et Nawaré, de la subdivision de Bassari.

ART. 2. — La présente décision, qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1941, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 513 fixant la solde de certains chefs indigènes des subdivisions de Sokodé et Bassari (cercle du nord).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu la décision n° 512 du 13 septembre 1940 rendant applicables à certains cantons des subdivisions de Sokodé et Bassari (cercle du nord) les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936 susvisé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué, pour compter du 1^{er} janvier 1941, aux chefs de canton ci-après indiqués, les soldes annuelles suivantes, payables, à terme échu, par trimestre ou semestre, au choix des intéressés :

1° — Subdivision de Sokodé :

Tiagodémou, chef du canton de Parataou,	
chef supérieur des Cotoçolis	5.000 frs.
Issaka, chef du canton de Tchamba	4.000 —
Agheté, chef du canton de Djabatauré et	
des villages d'émigration cabraise et losso	3.500 —

2° — Subdivision de Bassari :

Banté, chef du canton de Bassari	3.000 —
Dalaré, chef du canton de Nawaré	2.500 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 septembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décisions des :

20 août 1940. — M. Thivolle, ingénieur-adjoint de 4^e classe des travaux publics des colonies, est nommé chef de la section topographique, en remplacement de M. Lalondrelle, géomètre de 1^{re} classe, qui demeure affecté à la section topographique.

29 août 1940. — M. Laporte, commis principal de 1^{re} classe du trésor, démobilisé, est mis à la disposition du trésorier-payeur.

31 août 1940. — Est rapporté l'article 2 de la décision n° 85 du 21 février 1940.

M. Pialoux, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des travaux publics et des mines est chargé :

1° — de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

2° — des fonctions d'ingénieur chef du contrôle de la Compagnie d'électricité.

Il devra préalablement, à toute constatation, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

31 août 1940. — M. Dantec, adjoint principal de 2^e classe des services civils, est nommé agent spécial, dépositaire-comptable et surveillant-chef de la prison d'Atakpamé (cercle du centre), en remplacement du commis d'administration de 4^e classe Ako Michel.

5 septembre 1940. — M. Naudé Roger, contrôleur des eaux et forêts de 1^{re} classe du cadre de l'A. E. F., provisoirement détaché au Territoire, est mis à la disposition de l'inspecteur de l'agriculture.

M. Roth, adjoint principal de 2^e classe des services civils, est mis à la disposition du chef du bureau des affaires économiques.

7 septembre 1940. — M. Robin, ingénieur de 2^e classe des travaux d'agriculture, est nommé chef de la circonscription agricole du nord avec résidence à Sokodé.

M. Knill, conducteur principal de 2^e classe des travaux agricoles et forestiers du Togo, est affecté provisoirement à l'inspection d'agriculture à Lomé.

10 septembre 1940. — M. Barma, adjoint principal de 2^e classe des services civils, est nommé chef de la subdivision de Bassari et président du tribunal du premier degré de Bassari, en remplacement de M. Meneau. Il exercera cumulativement avec ces fonctions celles d'agent intermédiaire, de dépositaire-comptable et de surveillant-chef de la prison de Bassari.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Barma.

M. Meneau, adjoint de 1^{re} classe des services civils, est nommé chef de la subdivision de Klouto et président du tribunal du premier degré de Klouto, en remplacement de M. Barma.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Meneau.

14 septembre 1940. — M. Thierry, surveillant de 4^e classe des travaux publics du Togo, pilote-mécanicien, est affecté à la subdivision des travaux publics du sud (garage central de Lomé).

M. Thierry est chargé, cumulativement avec les fonctions qu'il exercera au garage central de Lomé, de la mise en état et de l'entretien de l'avion « Caudron » appartenant au Territoire.

M. Fréau, adjoint de 1^{re} classe des services civils, est nommé chef de la subdivision de Tsévié et président du tribunal du 1^{er} degré de Tsévié, en remplacement de M. Terrac, adjoint principal de 2^e classe des services civils.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Fréau.

M. Terrac, adjoint principal de 2^e classe, est mis à la disposition du chef du bureau des finances et de la comptabilité.

La présente décision aura son effet pour compter du 20 septembre 1940.

M. Roche, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé chef du bureau des affaires politiques et des affaires administratives, en remplacement de M. Sanson, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

M. Sanson, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef du bureau des finances et

de la comptabilité du Commissariat de la République, en remplacement de M. Roche, administrateur de 3^e classe des colonies, appelé à d'autres fonctions. M. Sanson assurera cumulativement avec ces fonctions celles de chef du bureau des affaires économiques.

La présente décision aura son effet pour compter du 16 septembre 1940.

DIVERS

Associations

Par arrêté n° 405 du :

8 septembre 1940. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 391 du 11 juillet 1938 autorisant la constitution dans le territoire du Togo d'une association dénommée « Groupe Fraternel du Togo ».

Boissons alcooliques

Par décision n° 510 du :

13 septembre 1940. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée : « Anis sec — Un provençal 45° », des établissements Jean Chapuis à Marseille.

Enseignement

Par décision n° 494 bis du :

7 septembre 1940. — L'article 1^{er} de la décision n° 405 du 20 juillet 1940 est modifié ainsi qu'il suit : « Le nombre de places mises au concours d'admission au cours complémentaire en 1940 est fixé à 12 (douze) ».

Par décision n° 495 du :

7 septembre 1940. — Sont admis, par ordre de mérite, en 1^{re} année du cours complémentaire de Lomé, les élèves dont les noms suivent :

- 1^{re} — Venance Angèle,
- 2^e — Ywassa Baguilma,
- 3^e — Kouevidjen André,
- 4^e — Sessou Kpadénou,
- 5^e — Adankpo Willy,
- 6^e — Mivedo Alex,
- 7^e — Meatchi Idrissou,
- 8^e — Gbikpi Vincent,
- 9^e — Mensah François,
- 10^e — Gadagbe Emile,
- 11^e — Amouzou John,
- 12^e — Kouadjovi Esther.

Justice

Par arrêté n° 400 du :

5 septembre 1940. — Est nommé assesseur pour l'année 1940 près les tribunaux de 2^e degré et criminel d'Atakpamé, Ounoudje Djamba, chef du village de Dadja-Fon, en remplacement de Ezin Adjoukpé, chef du village d'Avété, décédé, nommé par arrêté n° 9 du 6 janvier 1940.

Police des chemins de fer

Par décision n° 488 du :

5 septembre 1940. — Les agents indigènes du réseau des chemins de fer du Togo dont les noms suivent sont

commissionnés à l'effet de constater les infractions à la police, à la sûreté et à l'exploitation des chemins de fer du Togo :

Febon Thomas, chef de station de 4^e classe, faisant fonctions de contrôleur.

Kokodoko Christian, chef de station de 4^e classe, faisant fonctions de chef de gare.

Midiohouan Julien, facteur-enregistreur de 1^{re} classe, faisant fonctions de chef de gare.

Yovo Jean, chef de train de 4^e classe, faisant fonctions de contrôleur de route.

Ces agents ont prêté serment devant le tribunal civil de Lomé, à l'audience du 3 juillet 1940.

Prison

Par décision n° 469 du :

31 août 1940. — M. Pic, administrateur de 2^e classe des colonies, est nommé membre de la commission de surveillance des prisons.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 479 du :

4 septembre 1940. — La Compagnie française de l'Afrique occidentale est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 à tenir un dépôt de médicaments des listes n°s 1 et 2 dans sa boutique n° 1 d'Anécho (quartier Aplahiho).

Par décision n° 514 du :

14 septembre 1940. — La Société Commerciale de l'Ouest Africain est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 à tenir un dépôt de médicaments de la liste n° 1 dans sa boutique sise à Sokodé (Place du Marché).

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 497 du :

7 septembre 1940. — M. Foursaud, administrateur des colonies, est nommé président de la commission de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Pic, administrateur des colonies.

Par arrêté n° 404 du :

7 septembre 1940. — M. Foursaud, administrateur des colonies, président de la commission de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance, est nommé président du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Pic, administrateur des colonies.

Par décision n° 502 du :

9 septembre 1940. — M. Maillet, lieutenant d'infanterie coloniale, adjoint principal des services civils, président de la société indigène de prévoyance de Lomé, est nommé, pour l'année 1940, membre de la commission de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Terrac, adjoint principal des services civils, nommé à cette fonction par décision n° 804 du 24 novembre 1939.

Surveillance des prix

PROCÈS-VERBAL

L'an mil neuf cent quarante et le sept septembre à 8 heures 30, s'est réuni dans les bureaux de la mairie le comité de surveillance des prix.

ETAIENT PRÉSENTS :

M. Moal, capitaine d'infanterie coloniale hors-cadres, commandant de cercle de Lomé, administrateur-maire *Président*

M.M. Lescellier, chef du service des P. T. T.,
Droniou, chef du service des douanes,
Pallarès, instituteur ppal.,
Maugis, adjoint des services civils,
Fréau, adjoint des services civils,

Représentant les administrations publiques.

Jallais, mécanicien-électricien des P. T. T.,
Dossou Jean, opérateur principal des travaux publics,

Représentant les consommateurs.

Ambach, agent de la Cie F. A. O.,
Trosselly, agent de la S. C. O. A.,
Mensah Albert, commerçant,

Représentant les intermédiaires

Mme. Gaétan, *Secrétaire.*

ABSENTS :

M.M. Nouvel, inspecteur de la traction du C. F. T. *empêché*

Curtat, agent de la S. G. G. G. —

Félicio de Souza, —

Emmanuel Ajavon, —

ORDRE DU JOUR :

Fixation du prix des marchandises, denrées et produits de première nécessité, selon liste annexée au présent procès-verbal.

LA SÉANCE EST LEVÉE A MIDI.

Le président :
Moal.

Les membres :

M.M. Lescellier, M.M. Jallais,
Droniou, Dossou,
Pallarès, Ambach,
Maugis, Trosselly,
Fréau,

La secrétaire :
Mme. Gaétan.

Liste des prix maxima à pratiquer à Lomé.

Séance du 7 Septembre 1940

Alcool à brûler

Le litre nu F. 12,—

Allumettes

a) Françaises : le paquet de 12 boîtes petites 4,25
le paquet de 12 boîtes moyen. 7,—
b) Etrangères : le paquet de 12 boîtes petites 4,25
la grosse boîte 2,50

Beurre de table

a) Français	la boîte de 400 gr. env. de :	21,50 à 24,—
	la boîte de 200 gr. env. de :	11,— à 12,25
b) Etranger (Danois) —	boîte de 400 gr. env.	28,—

Bière

a) Française	la bouteille	6,50
b) Etrangère	la bouteille	de 8,— à 10,—

Café (origine locale)

a) Arabica	le kilogramme	10,25
b) Niaouli	le kilogramme	8,—

Chaux vive

	le drum de 200 kg. B.P.N.	350,—
	— 50 kg.	120,—
	— 25 kg.	60,—
	— 13 kg.	35,—
(M ^{on} S.C.O.A.)	— 43 lbs (19 kg. 520)	75,—

Chocolat (qualité et genre Menier)

	Le kilogramme	20,—
--	---------------	------

Ciment artificiel

Baril bois de 170 kg. net	par baril	187,50
	— 10 barils	180,—
Sacs de 50 kgs. net.	par sac	50,—
	— 25 sacs	46,—
Sacs de 40 kgs. net.	par sac	40,—
	— 25 sacs	37,—

Conserves de poisson

Chinchards	la boîte de 18 ^m / _m	1,50
	— — 25 ^m / _m	2,50
	— — 30 ^m / _m	3,50
Pilchards	la boîte de 15 onces	4,50
Sardines (genre Maroc, Portugal)	la boîte de 25 ^m / _m	3,—
	la boîte de 30 ^m / _m	4,—
Tin Apa	Sauce tomate	la boîte 2,50
	Sauce naturelle	— 2,36

Conserves de viande

Corned beef	a) français (Madagascar)	
	la boîte de 12 onces	9,75
	b) étranger	
	la boîte de 8 onces	4,—
	la boîte de 12 onces	5,35

Eaux minérales

Evian	la bouteille	7,—
Vittel	—	6,—
Vichy Celestin	—	6,—
Vichy Hôpital	—	6,—

Eaux gazeuses

Soda de fabrication locale	la bouteille	3,—
Perrier	la bouteille	6,—
	la caisse de 30 blles	175,—

Farine de froment

a) Française	le kg.	4,50
	les 50 kgs.	220,—
b) Etrangère	le kg.	5,70
	le sac de 43 kgs.	219,—
	le sac de 22 kgs.	120,—
	le sac de 11 k. 125	65,50
	le sac de 4 k. 540	27,95
	le sac de 2 k. 270	14,75

Graisses alimentaires végétales

Cocose et produits similaires	la boîte de 1 k.	14,—
-------------------------------	------------------	------

Huiles alimentaires

d'Arachide	ordinaire le litre nu	13,25
	« Croix verte » le litre nu	13,75
	« Délicieuse » le litre nu	15,—
d'Olive	« Cayora » la boîte de 1 kg.	16,—
	« La fillette » (U.A.C.) le litre d'orig. logé.	27,—
	« La fillette » (S.C.O.A.) litre nu	24,—

Hydrocarbures

Essence	le drum de 200 litres	990,—
	par 10 drums	980,—
	le drum de 36 litres	204,50
	par 10 drums	202,50
	la caisse de 26 litres	174,50
	par 25 caisses	172,50
Pétrole	le gallon de 4 litres environ	20,45
	la caisse de 10 gallons	204,50
	le drum de 200 litres environ	925,—
	par 10 drums	915,—
	le drum de 36 litres	200,50
	par 10 drums	198,50
Mazout	la caisse de 37 litres environ	170,50
	par 25 caisses	168,50
	la caisse de 10 gallons : par gallon	20,05
	par caisse.	200,50
Mazout	détail : le kilogramme	3,72
	en gros par 5 drums, le kg.	3,56

Huile à moteur	genre BB le litre : de 11 à 17,—	
	le bidon : de 3.60, 48 à 66,—	
	ordinaire le litre : de 6 à 9,—	

Lait en boîte

a) Condensé sucré (Mont-Blanc et similaire)	la boîte de 400 gr. environ	7,50
b) Concentré étranger	la boîte de 90 à 400 gr.	
	suivant marque et contenance de 2,— à 5,—	
c) Naturel stérilisé (Nestlé, à l'Ours etc.)	la boîte de 400 grammes environ	4,— à 7,—

Lanternes tempête

Type Fererhand	N° 175	12,50
	N° 275	17,50
	N° 423	22,—

Légumes secs

Haricots le kilogramme	F. 13,25
Lentilles le kilogramme	10,—
Pois cassés le kilogramme	10,—

Métaux

Acier à ressort le kilogramme	F. 5,73
Fer, acier doux { plats le kilogramme	4,10
Thomas { ronds de 6 à 14 ^m /m le kg.	5,—
— au-dessus de 14 ^m /m kg	4,50

Pâtes alimentaires

a) aux œufs type Per Lustucru :	F. 4,50
le paquet de 250 gr.	3,—
b) ordinaires le paquet de 250 gr.	4,25
Marque Ferrero vendue par M ^{re} Eychenne	

Pneumatiques

(pour bicyclette qualité ordinaire 700 standard) F.

Chambre à air.	12,50
Enveloppes	25,—

Produits pharmaceutiques

Aspirine le tube	F. 4,—
Quinine (en cachets de 25 ctgr.) le tube de 40	22,50
Kalmine le cachet	1,25

Riz

Type Saïgon n° I (25% de brisures) le kilog.	F. 3,75
les 100 kilogrammes	350,—

Savon ordinaire

a) Français le kilogramme	F. 7,90
Marque l'oiseau M ^{re} Eychenne	8,35
b) Anglais (type Key Soap) :	
le pain de 85 gr. environ (3 onces)	0,80
les 12 pains	9,25

Sel (gros cristaux)

au détail et sacs de 4 à 9 kgs. le kg.	F. 1,25
par sac de 10 à 33 kgs. suivant emballage	
le kg. de 1,— à	1,10

Sucre

a) Français B.P.N. le kilogramme	F. 6,75
b) Marocain { B.P.N. le kilogramme	6,75
Cosuma Eychenne-S.G.G.G.	7,50
c) Etranger { la boîte de 227 gr.	1,75
la boîte de 254 gr.	3,50
en Vrac le kilog. net	6,75

Tissus

Drill blanc type Banana . . . le yard.	F. 8,—
la pièce de 12 yards.	90,—
Drill kakhi type Banana . . . le yard.	8,—
la pièce de 12 yards.	90,—
Grey Baft Type standard 3 Pêches :	
par pièce : le yard	4,50
au détail : le yard	5,—
Shirting blanc — Type Public Hall :	
par pièce : le yard	4,75
au détail : le yard	5,25

Tôles ondulées

Le kilogramme	F. 8,—
-------------------------	--------

Tabac

a) En feuilles { première qualité le kg. de 50 à 60, —	F. 4,—
deuxième qualité le kg. de 40 à 50, —	3,60
b) En paquets de 40 gr. : { Gris	4,—
National	3,60
c) Cigarettes:	

1) origine algérienne (le paquet de 20)

Nationales-Job-Monogramme-Melia etc. 2,—

2) origine anglaise (boîte de 50) :

Crown Bird { gros	10,—
détail	11,—
Air Plane détail	9,20
Clipper { gros	13,—
détail	14,—

Vin ordinaire (rouge ou blanc)

a) Provenant du ravitaillement le litre nu	F. 5,50
b) Marocain ou algérien le litre nu	5,50
c) de France le litre nu de 6 à	8,—

Vinaigre

de Vin le litre logé	F. 8,—
d'Alcool le litre nu	6,—

Majoration d'emballage pour liquide logé : F.	
le verre	0,75

Fixation du prix du pain à Lomé :

Le kilogramme	6 f, 70
Le pain de 300 grammes	2 f, —
Le pain de 150 grammes	1 f, —
Le pain de 75 grammes	0 f, 50
Tolérance de poids : 5%	
Approuvé par le comité le 10 septembre 1940.	

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

NÉCROLOGIE

M. Octaviano OLYMPIO, Chevalier de la Légion d'Honneur, ancien membre du conseil d'administration du Territoire, ancien président du conseil des notables de Lomé, est décédé à Lomé le 21 août 1940 à l'âge de 81 ans.

La population de Lomé a fait, dans un sentiment d'unanime affliction, d'imposantes funérailles à celui qui, venu d'Agoué en 1882, s'était acquis, par son sens élevé de la justice, sa ferme indépendance de caractère, ses qualités d'initiative et d'intelligence, et le rôle qu'il avait tenu pendant près de cinquante ans dans la vie économique et sociale du Territoire, de justes titres à son affection et à sa gratitude.

Depuis son installation dans ce pays, l'Administration française tenait en haute estime ce grand notable, dont la voix était toujours écoutée avec attention dans les différents conseils auxquels il participait, il y a quelques années encore.

Tout récemment, le Commissaire de la République attirait avec insistance l'attention du Gouvernement français sur les titres éminents qu'avait ce grand ami de la France à une promotion dans l'ordre de la Légion d'Honneur dont il était Chevalier. Les événements qu'a vécus, ces derniers temps, notre pays, qu'aimait Octaviano OLYMPIO, ont seuls fait différer l'examen de ses propositions.

Retenu par les obligations de sa charge à l'intérieur du Territoire, le Commissaire de la République, en tournée, tint à annoncer lui même aux notables et aux membres des sociétés de prévoyance des localités qu'il visitait la nouvelle du décès d'Octaviano OLYMPIO que tous ses auditeurs accueillirent avec émotion. Il évoqua dans de courtes allocutions la grande figure d'Octaviano OLYMPIO qui d'ores et déjà a son rang dans les annales du Togo sous mandat français.

Après l'absoute donnée à la Cathédrale de Lomé par Monseigneur CESSOU, Vicaire apostolique, le convoi funèbre, suivi de nombreux Français et Togolais, se dirigea sur Agoué où, selon la volonté formelle qu'il en avait exprimée, Octaviano OLYMPIO repose maintenant auprès de ses ancêtres.

Devant sa tombe, M. TAMAKLOE, président du conseil des notables de Lomé — M. Jacob ADJALLE, chef du canton d'Amoutivé — Fio LAWSON V, chef supérieur de la ville d'Anécho — M. Anthon KPONTON, président du conseil des notables d'Anécho — M. Louis AMEGEE, délégué du comité catholique de Lomé et le pasteur BAETA, rendirent hommages à Octaviano OLYMPIO, écoutés par toute la population d'Agoué accourue pour saluer la dépouille d'un de ses plus illustres enfants.

Le Gouverneur MONTAGNÉ, en tournée d'inspection de dix jours dans le Territoire, était représenté par l'administrateur des colonies L. FOURSAUD, chef de son cabinet, chargé de l'expédition des affaires courantes, qui lut le dernier adieu que le Commissaire de la République adressait au noble serviteur du Togo que fut Octaviano OLYMPIO.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1135, déposée le 28 août 1940 le sieur Hermann Kotey Colley, profession de tailleur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant

comme co-proprétaire, chargé de l'administration des biens appartenant indivisément aux ci-après nommés :

1° — Kolebaga Colley, âgée de 46 ans, demeurant à Lomé;

2° — Théodor Kokè Colley, âgé de 44 ans, demeurant à Lomé;

3° — Hermann Kotey Colley, âgé de 40 ans, demeurant à Lomé;

4° — Martin Kombeté Colley, âgé de 35 ans, demeurant à Lomé;

5° — Jean Klomavi Holo Colley, âgé de 30 ans, demeurant à Lomé;

6° — Bertha Koloko Colley, âgée de 27 ans, demeurant à Lomé;

7° — Léopoldina Kodevi Colley, âgée de 25 ans, demeurant à Palimé;

8° — Catharina Masavi Colley, âgée de 23 ans, demeurant à Atakpamé;

9° — Aloysius Kofi Colley, âgé de 20 ans, demeurant à Lomé;

10° — Kombeté Colley, âgé de 38 ans, demeurant à Lomé;

11° — Kombelé Colley, âgée de 35 ans, demeurant à Lomé;

12° — Kodevi Colley, âgée de 31 ans, demeurant à Lomé;

13° — Kotrevi Colley, âgée de 28 ans, demeurant à Lomé;

14° — Tsotsovi Colley, âgée de 25 ans, demeurant à Lomé;

15° — Povi Colley, âgée de 21 ans, demeurant à Lomé;

16° — Alipoé Colley, âgée de 15 ans, demeurant à Lomé;

17° — Augustin Kombetevi Colley, âgé de 28 ans, demeurant à Lomé;

18° — par représentation et pour la part revenant à leur père le nommé Daniel Kouassi Colley, lui-même décédé à Lomé en 1927 :

a) Patrick Kuadjovi, âgé de 8 ans;

b) Jean Kotia, âgé de 6 ans;

19° — Kolebavi Colley, âgée de 42 ans, demeurant à Anécho;

20° — Lossi Colley, âgée de 36 ans, demeurant à Anécho;

21° — Maria Kayi Colley, âgée de 30 ans, demeurant à Lomé;

22° — Tsotso Colley, âgée de 27 ans, demeurant à Lomé;

23° — Povi Colley, âgée de 25 ans, demeurant à Anécho;

24° — Kuadjovi Colley, âgé de 30 ans, demeurant à Anécho-Seko;

25° — Suzanne Kotrevi Colley, âgée de 27 ans, demeurant à Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 15 centiares situé à Lomé (quartier n° 5) cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Abraham Lawson, à l'est par terrain à A. Lawson

et Komlassa Bruce, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par la rue d'Amoutivé.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux membres de l'indivision Colley John Kwashie-Kummah, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,
Ptc.*

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le samedi 26 octobre 1940 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagbé (km. 34,900) ligne de Palimé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, en partie bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 hectares 36 ares 91 centiares, connu sous le nom de camp pénal et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains vacants et sans maître, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, en son bureau, rue Louis Paul Mahoux, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, suivant réquisition du 23 juillet 1940, n° 1134.

*Le conservateur de la propriété foncière,
Ptc.*

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

AVIS

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 15 Décembre 1938 au profit de la COMPAGNIE FRAN-

ÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 586 du Cercle de LOME, (Vol. III, F° 185).

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière afin d'obtenir un duplicata du certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 18 Mars 1939 au profit de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 43 du Cercle de SOKODE, (Vol. I, F° 43).

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière afin d'obtenir un duplicata du Certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour deuxième insertion.

AVIS

La Société JOHN HOLT & Co (Liverpool) LIMITED, a l'honneur d'informer les personnes intéressées qu'elle représente désormais au TOGO, la Compagnie de Navigation « ELDER DEMPSTER LINES LIMITED ».

Toutes procurations antérieurement données par cette Compagnie et toutes substitutions de pouvoirs sont, en conséquence, révoquées.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

JUILLET 1940

DATES	LOME			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps	(4) Hyg.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	13,8	26,7	84	97,7		84	73,9	26,0	86	88,3	24,9	87	66,0	25,8	79		21,7	86	65,5	24,7	71	98,3	25,8	79
2	18,3	26,7	84	98,2	26,9	73	73,8	26,8	82	89,3	26,0	80	67,4	27,1	81	26,6	22,3	87	68,7	20,7	68	98,5	27,6	72
3	14,7	26,1	76	97,9	25,5	82	73,5	26,0	84	89,3	24,8	88	66,0	26,1	88	26,3	22,3	92	64,7	26,3	73	97,9	27,8	73
4	18,1	25,6	80	98,2	28,1	84	74,2	24,7	86	89,4	23,7	86	66,9	25,7	86	26,3	22,7	92	65,1	26,3	73	98,3	26,6	76
5	18,3	26,7	80	98,0	23,6	84	74,9	24,4	84	89,4	23,8		67,3	25,5	87	27,1	21,8	97	65,8	24,9	83	98,2	27,2	71
6	18,3	24,1	84	98,3	24,8	87	74,7	24,8	81	89,3	23,9	81	66,9	25,5	82	27,2	21,4	91	65,5	24,8	76	98,0	25,7	
7	15,7	24,6	88	98,7	25,0		74,9	24,5	86	89,7	24,0	85	66,6	25,5	84	27,1	21,9	94	65,4	24,3	67	98,1	26,4	66
8	18,3	24,5	87	97,8	24,6	80		27,0	79	89,7	23,9	80	67,1	26,0	84	27,1	22,2		65,9	24,4	76	98,7	28,0	86
9	15,3	21,4	86	98,5	24,8	70	73,7	26,8	85	89,5	23,6	87	67,5	26,7	80	26,6	22,4	99	65,9	23,9	68	98,6	26,8	72
10	14,9	24,8	82	98,2	20,7		73,4	23,8	81	89,5	24,7	79	65,9	26,6	77	26,5	21,4	93	65,5	25,1	68	98,5	27,6	64
11	14,9	26,2	81	98,3	26,5	86	73,5	26,6	81	89,7	25,3	76	66,9	24,7	88	27,2	20,9	90	66,1	22,8	92	98,6	24,3	
12	14,3	21,2	87	97,7	24,7	83	73,9	25,0	97	89,3	24,0	84	65,5	25,4	88	26,8	22,2	95	63,4	24,8	77	98,7	26,3	82
13	14,3	24,5	84	97,9	25,7	80	74,2	23,9	96	89,0	21,0	82	66,3	26,7	84	26,6	22,3	90	64,7	26,0	70	98,3	26,9	72
14	13,0	24,4	88	97,8	25,2		73,8	25,3	85	87,4	24,4	79	65,7	25,9	83	28,0	21,7	92	64,6	24,8	73	97,9	26,8	81
15	14,5	24,4	87	98,1	26,0	80	74,8	26,9	86	88,7	25,2	81	67,0	25,9	85	28,1	21,0	92	64,9	25,0		98,2	27,0	68
16	15,1	25,0	87	97,5	24,1	86	73,5	25,0	87	88,7	23,3	91	66,1	25,1	87	26,6	22,0	91	65,8	23,9	75	98,3	26,3	70
17	14,1	23,9	88	97,0	24,8	75	73,7	24,1	84	88,1	23,2	81	65,4	26,3	81	25,1	22,6	90	63,9	26,3	76	97,9	27,9	62
18	13,8	24,4	86	96,3	25,1	78	73,1	25,1	80	87,1	23,6	88	64,9	25,8	84	24,9	22,2	90	63,8	26,2	78	97,0	28,0	64
19	13,9	24,5	87	96,9	25,0	82	73,4	23,2	86	87,9	24,6	83	66,4	26,1	93	25,7	22,3	92	61,3	26,0	70	97,3	28,5	30
20	13,5	24,5	89	97,1	25,9	86	73,8	26,5	87	88,1	26,0	85	66,1	25,3	96	24,3	21,9	95	65,1	23,7	79		25,5	64
21	13,9	24,9	89	96,7	25,0		74,3	24,5	93	88,3	24,5		66,3	25,2	91	25,7	21,9	96	64,6	25,2	73		27,3	60
22	13,8	24,3	91	96,7	23,8	91	74,2	24,7	91	87,9	23,1	89	67,0	26,5	83	25,3	22,2	95	63,7	26,2	78	96,1	27,0	63
23	14,1	25,1	82	97,5		80	73,5	24,3	89	88,3	24,1	86	67,3	25,3	89		22,1	95	64,3	25,6	79	96,9	27,3	55
24	14,3	24,6	78	98,4	25,7		73,4	23,8	78	88,7	23,9	84	68,6	24,3	83		19,9	94	65,8	23,8	76	97,8	26,1	52
25	12,9	23,8	82	97,1	24,6	80	73,0	23,2	91	88,1	23,1	80	67,3	25,6	75	26,0	21,8	82	64,6	24,9	63	97,5	27,1	44
26	12,7	24,2	85	95,9	25,1		72,5	24,2	88	86,2	23,6	85	67,4	25,7	86	25,1	21,4	93	61,3	25,3	78	97,0	28,0	36
27	13,0	23,6	89	96,2	23,0		72,7	23,2	98	87,4	22,9	82	67,5	24,2	93	25,2	21,1	93	64,3	24,2	74	98,1	27,1	83
28	13,7	23,0	93	96,5	24,3		73,4	23,7	96	87,5	24,0	93	67,8	25,4	88	26,3	21,6	91	64,3	25,3	77	97,8	27,8	60
29	13,5	23,3	93	97,3	24,8	91	73,8	24,9	95	87,7	23,9	90	67,1	25,1	84	25,9	22,6	91	64,1	24,9	75	97,9	26,7	58
30	13,7	23,3	93	96,9	25,3	90	73,0	24,3	95	87,4	24,3	86	68,1	25,0	84	24,9	21,1	96	63,4	24,0	80	98,5	22,5	81
31	12,9	22,6	94	96,5	23,6	95	73,7	23,4	97	87,1	23,3	91		25,1	94	24,8	20,1	99	63,8	24,3	77	97,8	25,0	72
Moy	14,2	24,5	86	97,5	25,1	83	73,7	24,9	87	82,5	24,0	86	66,7	25,7	85	25,0	21,8	93	64,7	25,1	75	97,9	26,7	66

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 960 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Juillet 1940

PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHERKPO-DÉDÉKPO	Tsévié	AGRELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALINÉ	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	AMLAMÉ
1		G	0,7									8,0		5,1		
2	G			8,2	5,2	0,1						G	1,0			20,7
3	G		1,0		7,2	1,4	3,0						16,2	15,5	18,1	
4												2,5				
5																
6																
7												2,4				2,5
8	G															
9																
10	G									G		G				
11	0,1												G		22,1	8,5
12	G			2,1										8,1		8,1
13											17,5					
14	0,2		1,7					0,1				8,5		6,9		
15																20,0
16																8,5
17																3,3
18																7,7
19	0,1					0,2						G				
20	0,6		1,3									2,5	45,7	60,4		13,5
21					2,1					G		G				4,5
22			0,6		G		0,5	1,5					1,2			
23					G							G				
24											21,7					
25	G															
26					8,5							9,0		10,1	3,1	11,9
27	0,1	G	1,5		4,2	7,4	5,2	5,0		6,5		17,0	35,7	11,2	2,0	5,0
28	12,5	1,6	4,5	4,9	12,2	16,0	3,3	2,0	1,6	5,0		4,1	5,8	10,5		17,0
29	G			3,2	16,9	7,3	34,2	5,0	1,8	21,5		20,0	6,8		5,0	2,7
30	6,7	7,6	24,5	43,2		1,0	0,7	6,0	G		21,0		4,1	2,5		
31	1,0	2,6	4,1	13,1	12,0		8,1	1,8	3,0	10,1		35,4	8,8	25,0	6,1	2,3
TOTAL	21,3	11,8	39,9	74,7	68,3	33,4	55,0	21,4	6,4	43,1	60,2	109,4	125,3	155,3	56,4	136,2
Hauteur d'eau depuis Janv. 1940	819,4	779,9	1020,8	1702,2	910,0	583,8	622,7	769,7	716,7	585,8	1573,	977,3	826,3	1048,2	574,4	875,4

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

METRIE (8)

Juillet 1940

ATAKAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
	4,4	5,3	5,2		12,7									5,0		1
1,0	1,4	3,3	10,4		10,5	20,0	9,5				4,2					2
	17,4	11,1	2,0		6,3	0,3				1,8	3,7	5,7	1,6		36,0	3
0,5		16,3	25,2		43,6			7,5		11,3	0,1	8,8				4
	8,1	22,9						1,4		13,8	4,3	8,6				5
				8,0				18,0				24,2	27,2			6
	G								20,0			0,7				7
						3,2					18,5	23,1	4,4	11,5	8,0	8
										15,6						9
4,8	1,8				12,4				14,6			37,4				10
16,3					3,7	25,5	47,0	12,7		91,2	31,3	6,4	33,1	51,0	29,0	11
4,5												4,0		2,0		12
0,4											0,7	0,7				13
0,7				25,0	15,0							1,8				14
2,8	63,5		5,0			14,1	7,0	0,6			2,5	1,4	4,2			15
	2,1					5,6		0,5			7,7	38,6	18,0		11,0	16
	G		9,5		4,2					22,4		13,6				17
	6,1	16,6			7,7						17,7	4,4				18
		17,9			2,1	8,1	10,0			12,5	5,6	15,0	3,5	2,0		19
21,2	32,5	25,5	41,8		5,6	4,5			6,3	5,2	0,5	4,2	1,7	5,2	40,0	20
3,6	13,1				4,9	2,7				G						21
					36,1		30,0			G	3,4	33,5	4,1			22
					1,5	6,2				4,2	2,4	29,4				23
											4,7					24
										G	5,4					25
6,2	38,2	13,1				16,7		6,0		37,1	0,5	2,7			4,0	26
238,5	5,5	9,1	7,5	15,0	9,5		15,0	1,6		G	0,4					27
7,7	12,5	6,8		20,5	27,9	34,1	46,0	4,5		29,5	14,5	68,6	8,1	32,5		28
17,4	0,3			8,0		97,0	63,0		33,0	4,6	27,5	17,0	9,8	16,5	47,0	29
12,8	10,6		4,2					6,6		54,6	0,4	30,0	16,7	35,5	29,0	30
10,8	17,7				28,1	56,7	23,0	1,2	9,4	42,3	5,7		1,8	7,0		31
349,2	235,2	147,9	110,8	76,5	231,8	294,7	250,5	60,6	83,2	345,9	161,6	380,0	134,2	168,2	204,0	TOTAL
896,4	893,9	729,1	889,0	676,1	812,2	685,1	701,5	541,4	415,9	967,3	536,3	784,5	607,6	410,4	623,5	Retour d'eau de puis Janv 1940